

La transition écologique va-t-elle s'accélérer en Pays d'Armagnac ?

La présidente l'annonce à l'Écofête de Perchède



La transition écologique va-t-elle s'accélérer en Pays d'Armagnac ?

Un nouvel outil est mis à la disposition des territoires de France pour « accompagner et soutenir » la transition écologique : le Contrat de transition écologique (CTE) (1). La candidature du Pays (ou PETR - Pôle d'équilibre territorial rural) d'Armagnac pour un CTE a été retenue. Élisabeth Dupuy-Mitterrand, présidente du Pays d'Armagnac, l'a annoncé dimanche 7 juillet lors de l'Écofête de Perchède.

Deux jours plus tard, La présidente, accompagnée de deux députés du Gers, Gisèle Biémouret et Jean-René Cazeneuve, est allée à Paris pour rencontrer la secrétaire d'État Emmanuelle Wargon avec les 61 autres responsables de territoires dont la candidature a été retenue (2). Le Pays d'Armagnac dispose de 6 mois pour bâtir son CTE.

De quoi s'agit-il ?

En somme, il s'agit de « franchir un cap décisif : que la transition écologique passe du statut expérimental actuel à celui de moteur d'une économie locale, générateur d'emplois durables, à partir des initiatives existantes ».

Le CTE, c'est quoi au juste ?

C'est un nouvel outil qui engagera des missions et des actions des acteurs publics et privés. Mais il n'est pas prévu de crédits à y affecter. On peut donc juger probable qu'il y aura une réorientation de certains crédits communs.

Le Pays se donne une ambition en trois axes :

accroître la compétitivité à long terme de son économie,

accompagner la mutation écologique dans des secteurs clés,

rechercher des opportunités de création d'emploi.

À ce stade, des actions prioritaires sont envisagées :

adapter les pratiques de la viti-viniculture en liaison avec l'agroécologie (3),

développer l'écotourisme et l'écothermalisme avec la marque Terra Gers,

produire et manger local,

développer les énergies renouvelables,

répondre aux problèmes de mobilité des touristes et des habitants,

utiliser les techniques traditionnelles pour développer la performance énergétique des bâtiments.

Bien entendu, ce CTE a l'appui du Conseil départemental, des parlementaires du Gers, du Comité départemental du tourisme, des filières viticoles et de la Chambre d'agriculture du Gers. « Le PETR fédère un réseau de partenaires privés autour de stratégies collectives ».

Plans climat air et énergie territoriaux

À noter que le PETR souhaite conjuguer les efforts avec ceux qui sont en cours pour les Plans climat air et énergie territoriaux et qui mobilisent donc déjà des énergies

Le PETR ne découvre pas la transition écologique aujourd'hui : il anime déjà des dispositifs d'accompagnement :

le Contrat de ruralité,

le Contrat territorial Occitanie,

le Programme européen Leader 2014-2020,

la Convention pour l'animation du site Natura 2000 des étangs d'Armagnac pour 2018-2020.

(1) La démarche des contrats de transition écologique vise à accompagner et soutenir la transformation écologique des territoires. Elle illustre la méthode souhaitée par le gouvernement pour accompagner les collectivités locales : une co-construction avec les territoires qui font le pari d'une transition écologique génératrice d'activités économiques et d'opportunités sociales. Les projets sont concrets, au service du quotidien des habitants et des salariés, en participant à l'évolution des collectivités locales, des associations et des entreprises. (2) 19 territoires « pionniers » ont déjà un CTE. (3) l'agroécologie recherche des modèles de production plus économes en intrants et en énergie, tout en assurant durablement la compétitivité.

N.B. - La photo du haut de page représente Élisabeth Dupuy-Mitterrand au moment de son annonce, lors de l'Écofête de Perchède.



Élisabeth Dupuy-Mitterrand à l'Écofête de Perchède



Élisabeth Dupuy-Mitterrand à Paris au ministère - Photo communiquée par Philippe Duzdez



La cérémonie au ministère - Photo communiquée par Philippe Duzdez